

<http://www.snetap-fsu.fr/Normandie-De%CC%81claration-CTREA-17-mai-2018.html>



Normandie : Déclaration CTREA 17 mai 2018

- En Région -

Date de mise en ligne : lundi 28 mai 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le SNETAP et la [CGT](#) AGRI veulent de noncer clairement une situation de liquescence pour l'[EAP](#).

En effet, les réformes engagées si elles sont menées jusqu'au bout conduiront irrémédiablement à la disparition de l'EAP.

Le SNETAP-[FSU](#) et la [CGT](#) AGRI de noncent

L'insuffisance de la [DGH](#) dont les conséquences sont :

- le plafonnement des seuils et l'impossibilité d'accueillir tous les élèves qui le souhaitent
- le financement partiel et insuffisant des enseignements facultatifs
- le traitement honteux des élèves en situation de handicap par le manque de lecteurs-scripteurs -le non-accomplissement des missions de l'[EAP](#)

Nous de nonc'ons aussi :

- la libéralisation sauvage de l'apprentissage qui conduira à la disparition de centaines de [CFA](#)
- la réforme de la voie générale qui menace le bac S dans nos établissements et plus largement la sélection qui s'installe avec PARCOURSUP
- le principe de la classe exceptionnelle qui est injuste et discriminatoire envers les collègues enseignants d'autant plus que les directeurs vont prendre une place importante dans les attributions.

Pour toutes ces raisons le SNETAP-FSU et la CGT AGRI ne participeront pas aux travaux du PREA NORMANDIE

A ce titre nous de nonc'ons :

- l'absence d'un PREAP
- l'impossibilité de travailler à l'élaboration d'un projet d'avenir alors même que les problèmes du présent nous empêchent d'accomplir notre mission au quotidien.
- la réforme de l'apprentissage et la réforme du bac général qui sont une menace pour le service public et l'EAP

Le langage managérial issu du monde de l'entreprise employé par le représentant de la [DRAAF](#) lors de la

présentation du PREA qui nous semble inappropriée et où pas une seule fois le mot service public n'a été prononcé.

- un calendrier de travail proposé incompatible avec nos obligations de service de cette fin d'année (préparation aux examens, puis corrections et jury) qui encore une fois de note une préoccupation alors qu'il faut du temps au contraire pour élaborer un projet d'avenir.
- l'absence de toute représentativité syndicale aux travaux du PREA.

Le 22 mai une large intersyndicale a voté un mouvement de grève pour défendre le service public.

Nous réclamons la nécessité d'un dialogue social respectueux des représentants des personnels, le rejet du projet de suppression de 120 000 emplois et d'un recours accru au contrat, la remise en cause des [CAP](#) et [CHSCT](#)... et des mesures permettant une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous et les agents.